FINANCES INFORMATIONS

N°174

Fédération des Finances FORCE OUVRIERE - 46, rue des petites écuries - 75010 Paris • www.financesfo.fr



NOS SERVICES PUBLICS, NOS MOYENS, NOTRE AVENIR !



2ème semestre
2026

FIERS

DE NOS MISSIONS

EXIGEANTS

SUR NOS DROITS



FO FINANCES

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

3 / 10 DÉCEMBRE

JE VOTE

Edito

Sommaire

Projet de Loi de Finances 2027 4

Vie des syndicats 12

Elections professionnelles 2026 17

Action Sociale 21

F.O. - FINANCES INFORMATIONS

FINANCES-INFORMATIONS
Publication de la Fédération des Finances-FO

Notre site internet : www.financesfo.fr

adresse e-mail : fo.finances@orange.fr

Administration et Rédaction :
46, rue des Petites-Écuries 75010 Paris

Tél. : 01 42 46 75 20

Directrice de la publication : Pascaline Kerhoas

Crédit photos : Fédération des Finances / Canva

Conception : Fédération des Finances



Cette colère qui gronde exige des réponses gouvernementales !

Partout depuis des semaines, la colère gronde.

Depuis septembre, étudiants, lycéens , salariés se sont massivement mobilisés lors de plusieurs journées d'actions.

FO y a pris toute sa place et a soutenu la plupart de ces mobilisations. Pour autant, FO a sans ambiguïté condamné les violences, les saccages et pillages observés en marge de ces journées.

Cependant, notre organisation a dans le même temps condamné tous ceux qui, le Chef de l'Etat en tête, avaient l'intention d'interdire toute manifestation. Pour FO, le droit à manifester est un droit fondamental, constitutionnel et absolu !

Dans un contexte où les prix de l'énergie flambent, carburants, gaz, électricité, de même que ceux de l'alimentation, les salariés et retraités en subissent un lourd tribut. Dans le même temps, certaines grandes entreprises profitent pleinement de cette situation, Total Énergies en tête avec un bénéfice de 8,3 Md de dollars au troisième trimestre 2026.

Pour FO, la question de la juste répartition des richesses n'a jamais été aussi prégnante.

Cette colère qui gronde n'est pourtant pas soudaine. Pour FO, elle découle directement de l'absence de prise en compte des revendications salariales par les gouvernements successifs.

Arrivé au fond de l'impasse, il n'y a guère d'autres issues que de faire marche arrière ou demi tour !

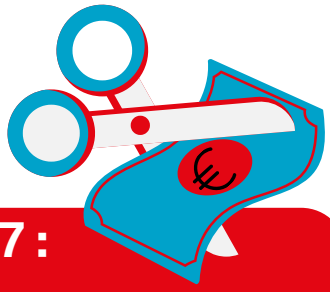
Même si pour l'heure, ni le Projet de Loi de Finances, ni celui de la Sécurité sociale ne répondent à l'urgence de la situation, pour FO, il n'est jamais trop tard pour bien faire !

C'est pourquoi ce **5 novembre, par la grève et les manifestations**, affirmons notre détermination pour contraindre le gouvernement à répondre à nos revendications d'augmentation des salaires et pensions, d'arrêt des suppressions d'emplois, de plus de moyens pour les services publics, de plans de qualification et d'une véritable justice fiscale et sociale !

C'est pourquoi également en décembre prochain vous voterez et appellerez à faire voter FO, un syndicat pas un parti, qui vous garantit une représentation par une organisation syndicale libre et indépendante de tout parti politique !

La Secrétaire Générale,

Pascaline KERHOAS



PROJET DE LOI DE FINANCES 2027 : Bercy encore mis à contribution, les agents toujours sacrifiés !

Suppressions d'emplois, rémunérations gelées, crédits sous pression : le projet de loi de finances pour 2027 prolonge une politique budgétaire d'austérité qui fragilise les ministères économiques et financiers. Pour FO Finances, les agents et les services publics sont encore les grands perdants de cette politique de réduction drastique des dépenses publiques.

Un budget sous le signe de l'austérité

Présenté comme un instrument de redressement des comptes publics, le projet de loi de finances (PLF) pour 2027 prévoit un effort budgétaire important. Le Gouvernement entend ramener le déficit public à 5 % du PIB, au prix de mesures qui pèseront sur les dépenses publiques, les agents et le pouvoir d'achat des ménages.

Lors de la présentation du budget aux fédérations syndicales, l'administration a voulu mettre en avant la "réduction" des suppressions d'emplois par rapport à 2026. Pour FO Finances, cet argument théorique est absurde. En réalité, les ministères économiques et financiers continuent de subir les conséquences de décennies de réductions d'effectifs et de restructurations successives.



Les services sont déjà sous tension. Les charges de travail s'accumulent, les organisations sont régulièrement remaniées et les agents doivent répondre à des exigences croissantes avec des moyens insuffisants. Dans ces conditions, poursuivre les économies sans répondre aux besoins des services revient à fragiliser davantage l'exercice des missions publiques.

77 suppressions d'emplois supplémentaires : la pause attendue n'est toujours pas au rendez-vous

Le PLF 2027 prévoit **77 suppressions nettes d'emplois au sein du ministère de l'Économie et des Finances.** Si ce chiffre est inférieur aux 590 suppressions de 2026, il s'inscrit dans une trajectoire de réduction des effectifs qui a profondément transformé les administrations de Bercy: - 30 000 emplois en 15 ans.

- **DGFIP : 176 suppressions d'emplois ;**
- **INSEE : 40 suppressions ;**
- **DGCCRF : 11 suppressions ;**
- **Direction générale des entreprises (DGE) : 11 suppressions ;**
- **Douane : 200 créations d'emplois, dans le cadre du plan Douane 2030 ;**
- **Numérique : 40 créations d'emplois, notamment dans les services concernés par les projets informatiques et la sécurité.**

Les créations prévues à la Douane et dans le numérique sont ciblées sur des actions spécifiques : mise en place de scanners et cybersécurité, mais ne répondent pas aux besoins. Quant à la DGFIP, les agents devront absorber de nouvelles charges dans un contexte marqué par la transformation des missions, la facturation électronique et les exigences de sécurisation des systèmes d'information.

FO Finances rappelle que les ministres et l'administration avaient reconnu l'épuisement des services et la nécessité d'une pause dans les réorganisations et les suppressions d'emplois. Le PLF 2027 est loin de cette attente.

Des crédits en baisse, des missions fragilisées

Au-delà des effectifs, les moyens budgétaires interrogent. Selon les documents présentés au CSAM du 20 octobre 2026, les crédits hors dépenses de personnel des ministères économiques et financiers diminuent, avec notamment une forte réduction des moyens consacrés à l'aide publique au développement.

Cette évolution concerne directement les opérateurs du ministère. L'Agence française de développement (AFD) et Business France sont notamment confrontées aux conséquences de la contraction des financements. **FO Finances** dénonce ces orientations, qui fragilisent les moyens d'action de ces organismes et les missions qui leur sont confiées.



La Douane, pour sa part, doit disposer des moyens humains, matériels et de formation nécessaires à l'exercice de ses missions de contrôle et de lutte contre la fraude. Les créations d'emplois annoncées dans le cadre de Douane 2030 constituent un élément du dispositif, mais **FO Finances** attend des engagements concrets et durables sur leur mise en œuvre. Les annonces ne suffisent pas.

À la DGCCRF, les réductions d'effectifs soulèvent également la question de la capacité à assurer une protection efficace des consommateurs, sur l'ensemble du territoire, dans les zones rurales comme face aux pratiques commerciales sur Internet.

Pour **FO Finances**, la politique budgétaire ne peut se résumer à une constante recherche d'économies comptables. Les moyens accordés aux administrations doivent être à la hauteur des besoins de la population et des exigences du service public.

Pouvoir d'achat : toujours aucune réponse à la hauteur

Le constat est tout aussi préoccupant sur le terrain des rémunérations. Le Gouvernement confirme le **gel de la valeur du point d'indice pour 2027**. Les agents publics continuent ainsi de subir les conséquences de l'inflation et de l'absence de revalorisation générale suffisante de leurs rémunérations.
A Bercy, la hausse des crédits de personnel prévue au budget couvrira tout juste l'augmentation liée au GVT(glissement vieillesses traitement) , mais elle n'apporte aucune revalorisation du pouvoir d'achat des agents.

Elle ne répond ni à la dégradation des grilles indiciaires ni au tassement des carrières, alors que les responsabilités et les compétences mobilisées au quotidien restent essentielles au fonctionnement de l'État.

Les agents de Bercy méritent une véritable reconnaissance de leur engagement. **FO Finances** revendique un plan "Bercy aux Finances", une politique salariale ambitieuse, comprenant la revalorisation des régimes indemnitaires, notamment l'ACF et l'IMT, ainsi qu'un nouveau plan ministériel de qualification.

La reconnaissance doit également passer par de meilleures perspectives de carrière, une augmentation des taux de promotion et des règles de gestion transparentes.
L'investissement professionnel des agents ne peut durablement reposer sur la seule conscience du service public.

Conditions de travail : l'urgence ne peut plus être ignorée

Derrière les tableaux budgétaires, il y a une réalité quotidienne : surcharge de travail, pression managériale, perte de sens, incertitudes sur l'avenir des missions et des implantations.

L'empilement des réformes, les suppressions d'emplois et les réorganisations fragilisent les collectifs de travail. Les difficultés rencontrées dans les services ne peuvent être réduites à des problèmes individuels : elles interrogent les choix d'organisation, les moyens disponibles et la responsabilité de l'employeur public en matière de prévention.

Le suicide d'un agent de la DGFIP dans les locaux de Bercy, le 9 octobre 2026, rappelle avec gravité l'urgence de prendre en compte la santé au travail. Il impose une mobilisation réelle de l'administration, un dialogue social à la hauteur des enjeux et des mesures concrètes de prévention des risques psychosociaux.

FO Finances refuse que les alertes des agents restent sans réponse. La santé au travail, la prévention et l'amélioration des conditions d'exercice des missions doivent devenir des priorités effectives, et non de simples déclarations d'intention.

Les revendications FO Finances : des moyens, des rémunérations à la hauteur et des droits

Face à ce projet de budget, **FO Finances** maintient ses revendications et demande un changement de cap.

Avec **la confédération FO** et **la Fédération générale des fonctionnaires FO**, notre fédération continuera de porter les exigences suivantes :

- **Une augmentation immédiate de 10 % de la valeur du point d'indice, puis son indexation sur l'inflation** ;
- L'ouverture de négociations pour améliorer les grilles indiciaires et les déroulements de carrière ;
- La revalorisation des régimes indemnitaires, notamment l'ACF et l'IMT, ainsi qu'un nouveau plan de qualification ministérielle ;
- **L'arrêt des suppressions d'emplois** ;

- La création des emplois nécessaires au bon fonctionnement des services ;
- L'amélioration des taux de promotion et la transparence des règles de gestion ;
- Le maintien de l'intégralité de la rémunération en cas d'arrêt maladie et l'abrogation du jour de carence ;
- La mise en œuvre effective de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- L'abrogation de la réforme des retraites.

Ces revendications répondent à une même exigence : permettre aux agents d'exercer leurs missions dans de bonnes conditions, avec une rémunération digne, des perspectives professionnelles réelles et les moyens nécessaires.

Les services publics ont besoin de moyens à la hauteur de leurs missions

Le PLF 2027 doit encore être débattu et son contenu peut évoluer au cours de la procédure budgétaire. Mais les orientations présentées suscitent déjà de fortes inquiétudes pour les agents des ministères économiques et financiers et leurs opérateurs.

FO Finances conteste une politique qui demande toujours davantage aux personnels sans leur accorder les moyens et la reconnaissance attendus. Le redressement des comptes publics ne peut reposer uniquement sur la réduction des dépenses et la pression exercée sur les agents. Il exige également de s'interroger sur les recettes, les choix fiscaux et les aides et exonérations accordées aux entreprises.

Nous continuerons à défendre un service public de proximité, efficace et accessible à tous, des administrations dotées de moyens suffisants et des agents reconnus à la hauteur de leur engagement.

FO Finances continuera à porter ces exigences, à défendre les personnels et à agir pour que les choix budgétaires répondent aux besoins des services publics et de celles et ceux qui les font vivre.





Crédits des MEF

en euros	Exécution 2025		LFI 2026		PLF 2027 (hors transferts et mesures de périmètre)		Transferts et mesures de périmètre		PLF 2027 (y compris transferts et mesures de périmètre)	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique (1)	**7 984 700 754**	**7 202 679 408**	**6 412 682 908**	**6 386 010 765**	**6 957 208 818**	**6 649 894 901**	**281 828**	**281 828**	**6 957 478 646**	**6 650 168 729**
MEFSIEN Titre 2 - HCAS	719 728 378	719 728 378	742 310 393	742 310 393	747 716 446	747 716 446	434 412	434 412	748 150 857	748 150 857
MEFSIEN Titre 2 - CAS	231 762 649	231 762 649	249 494 678	249 494 678	260 036 691	260 036 691	- 28 149	- 28 149	260 010 442	260 010 442
MEFSIEN Titre 2	**951 491 027**	**951 491 027**	**991 805 071**	**991 805 071**	**997 753 036**	**997 753 036**	**406 263**	**406 263**	**998 181 299**	**998 181 299**
MEFSIEN Hors titre 2	**7 033 209 727**	**6 251 098 382**	**5 420 777 837**	**5 394 213 692**	**4 939 455 782**	**5 552 141 865**	- **146 435**	- **146 435**	**4 939 309 347**	**5 501 995 430**
Mission Economie	**4 879 466 680**	**3 783 680 721**	**3 668 622 846**	**3 612 606 646**	**3 475 218 701**	**3 487 909 661**	**281 828**	**281 828**	**3 475 488 529**	**3 488 171 479**
Titre 2 - HCAS	719 728 378	719 728 378	742 310 393	742 310 393	747 716 446	747 716 446	434 412	434 412	748 150 857	748 150 857
Titre 2 - CAS	231 762 649	231 762 649	249 494 678	249 494 678	260 036 691	260 036 691	- 28 149	- 28 149	260 010 442	260 010 442
Total Titre 2	*951 491 027*	*951 491 027*	*991 805 071*	*991 805 071*	*997 753 036*	*997 753 036*	*406 263*	*406 263*	*998 181 299*	*998 181 299*
Hors titre 2	*3 927 985 532*	*2 832 199 694*	*2 666 717 774*	*2 620 801 475*	*2 475 465 665*	*2 500 156 815*	- *146 435*	- *146 435*	*2 475 319 230*	*2 500 010 180*
134 - Développement des entreprises et régulations	3 630 892 187	2 396 242 617	2 490 703 252	2 060 479 519	2 321 726 283	2 167 771 338	197 328	197 328	2 321 923 611	2 167 968 666
Titre 2 - HCAS	311 770 636	311 770 636	319 122 667	319 122 667	323 036 466	323 036 466	415 066	415 066	323 464 661	323 464 661
Titre 2 - CAS	102 866 197	102 866 197	112 069 673	112 069 673	110 633 311	110 633 311	- 76 332	- 76 332	110 557 979	110 557 979
Total Titre 2	*414 636 833*	*414 636 833*	*431 192 560*	*431 192 560*	*433 671 777*	*433 671 777*	*340 763*	*340 763*	*434 012 540*	*434 012 540*
Hors titre 2	*3 216 153 354*	*1 981 603 785*	*2 059 510 692*	*1 649 286 959*	*1 888 054 506*	*1 724 099 561*	- *143 435*	- *143 435*	*1 887 911 071*	*1 723 956 126*
220 - Statistiques et études économiques	466 210 620	466 171 470	487 633 783	484 063 649	494 063 338	491 830 558	150 000	150 000	494 213 338	491 980 558
Titre 2 - HCAS	256 994 501	256 994 501	296 196 393	296 196 393	294 936 196	294 936 196	100 817	100 817	295 037 013	295 037 013
Titre 2 - CAS	107 779 553	107 779 553	115 277 666	115 277 666	115 490 434	115 490 434	49 183	49 183	115 539 617	115 539 617
Total Titre 2	*393 774 464*	*393 774 464*	*411 473 058*	*411 473 058*	*411 426 630*	*411 426 630*	*150 000*	*150 000*	*411 576 630*	*411 576 630*
Hors titre 2	*71 436 056*	*72 397 006*	*76 160 725*	*72 590 591*	*82 636 708*	*80 403 928*	-	-	*82 636 708*	*80 403 928*
305 - Stratégies économiques	707 122 029	713 553 908	664 279 101	665 794 968	654 294 060	656 294 259	- 85 500	- 85 500	654 208 560	656 208 759
Titre 2 - HCAS	121 953 141	121 953 141	127 992 313	127 992 313	129 741 783	129 741 783	- 52 500	- 52 500	129 689 283	129 689 283
Titre 2 - CAS	21 304 690	21 304 690	21 147 140	21 147 140	22 912 846	22 912 846	-	-	22 912 846	22 912 846
Total Titre 2	*143 257 731*	*143 257 731*	*149 139 453*	*149 139 453*	*152 654 629*	*152 654 629*	- *52 500*	- *52 500*	*152 572 129*	*152 572 129*
Hors titre 2	*563 864 298*	*570 296 177*	*515 139 648*	*516 655 515*	*501 639 431*	*503 639 630*	- *3 000*	- *3 000*	*501 636 431*	*503 636 630*
343 - Plan France Très Haut Débit	76 541 824	207 712 726	15 906 709	262 279 410	3 135 000	192 013 496	-	-	3 135 000	192 013 496
Hors titre 2	*76 541 824*	*207 712 726*	*15 906 709*	*262 279 410*	*3 135 000*	*192 013 496*	-	-	*3 135 000*	*192 013 496*
367 - Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat"	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hors titre 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mission Recherche et enseignement supérieur	**320 074 791**	**368 236 623**	**586 921 736**	**589 921 736**	**580 921 736**	**580 921 736**	-	-	**580 921 736**	**580 921 736**
192 - Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	320 074 791	368 236 623	586 921 736	589 921 736	580 921 736	580 921 736	-	-	580 921 736	580 921 736
Hors titre 2	*320 074 791*	*368 236 623*	*586 921 736*	*589 921 736*	*580 921 736*	*580 921 736*	-	-	*580 921 736*	*580 921 736*
Mission Aide publique au développement	**1 366 336 256**	**1 453 714 389**	**1 301 608 758**	**1 238 281 282**	**678 408 768**	**1 090 913 776**	-	-	**678 408 768**	**1 090 913 776**
110 - Aide économique et financière au développement	1 366 336 256	1 453 714 389	1 301 608 758	1 238 281 282	678 408 768	1 090 913 776	-	-	678 408 768	1 090 913 776
Hors titre 2	*1 366 336 256*	*1 453 714 389*	*1 301 608 758*	*1 238 281 282*	*678 408 768*	*1 090 913 776*	-	-	*678 408 768*	*1 090 913 776*
Mission Engagements financiers de l'Etat *(hors charge de la dette)*	**1 418 833 168**	**1 598 847 675**	**886 629 689**	**1 066 399 199**	**1 394 668 823**	**1 580 149 759**	-	-	**1 394 668 823**	**1 580 149 759**
114 - Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	1 344 266 191	1 344 266 191	790 362 961	790 362 961	1 120 647 282	1 120 647 282	-	-	1 120 647 282	1 120 647 282
Hors titre 2	*1 344 266 191*	*1 344 266 191*	*790 362 961*	*790 362 961*	*1 120 647 282*	*1 120 647 282*	-	-	*1 120 647 282*	*1 120 647 282*
145 - Epargne	74 526 967	74 964 734	96 166 608	96 166 608	84 112 341	84 112 341	-	-	84 112 341	84 112 341
Hors titre 2	*74 526 967*	*74 964 734*	*96 166 608*	*96 166 608*	*84 112 341*	*84 112 341*	-	-	*84 112 341*	*84 112 341*
336 - Dotation du Mécanisme européen de stabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hors titre 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
344 - Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	30 000	177 716 750	-	178 679 630	-	176 490 116	-	-	-	176 490 116
Hors titre 2	*30 000*	*177 716 750*	-	*178 679 630*	-	*176 490 116*	-	-	-	*176 490 116*

Ministère de l'action et des comptes publics	**16 839 729 940**	**16 668 474 340**	**16 948 660 381**	**16 792 786 970**	**16 291 813 222**	**16 457 152 333**	**19 336 672**	**19 336 672**	**16 291 948 794**	**16 468 367 905**
MACP Titre 2 - HCAS	6 040 494 894	6 040 494 894	6 117 639 623	6 117 639 623	6 160 490 168	6 160 490 168	6 656 422	6 656 422	6 167 146 590	6 167 146 590
MACP Titre 2 - CAS	2 696 624 261	2 696 624 261	2 828 812 216	2 828 812 216	2 802 149 148	2 802 149 148	446 997	446 997	2 802 596 146	2 802 596 146
MACP Titre 2	**8 737 119 154**	**8 737 119 154**	**8 946 351 838**	**8 946 351 838**	**8 962 639 316**	**8 962 639 316**	**7 104 419**	**7 104 419**	**8 969 743 735**	**8 969 743 735**
MACP Hors titre 2	**8 102 606 786**	**7 822 355 186**	**8 002 298 543**	**7 846 434 132**	**7 329 173 906**	**7 494 493 017**	**12 131 153**	**12 131 153**	**7 321 305 059**	**7 496 624 170**
Mission Gestion des finances publiques	**10 782 553 829**	**10 896 088 966**	**11 104 829 960**	**11 017 882 650**	**11 968 499 183**	**11 944 689 402**	**40 101 034**	**40 101 034**	**11 968 600 217**	**11 984 870 436**
Titre 2 - HCAS	6 096 367 713	6 096 367 713	6 071 090 606	6 071 090 606	6 106 000 326	6 106 000 326	30 404 214	30 404 214	6 136 404 540	6 136 404 540
Titre 2 - CAS	2 669 623 206	2 669 623 206	2 820 614 160	2 820 614 160	2 794 141 869	2 794 141 869	7 021 296	7 021 296	2 801 163 164	2 801 163 164
Total Titre 2	*8 665 990 919*	*8 665 990 919*	*8 891 704 855*	*8 891 704 855*	*8 899 142 195*	*8 899 142 195*	*37 425 509*	*37 425 509*	*8 936 567 704*	*8 936 567 704*
Hors titre 2	*2 076 842 710*	*2 009 099 078*	*2 263 122 305*	*2 126 177 975*	*2 159 356 988*	*2 145 427 207*	*2 675 525*	*2 675 525*	*2 162 032 513*	*2 148 102 732*
156 - Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 025 177 804	8 001 324 844	8 280 969 334	8 211 144 387	8 204 680 243	8 196 204 634	3 128 068	7 128 068	8 207 808 301	8 203 334 692
Titre 2 - HCAS	4 663 262 660	4 663 262 660	4 732 746 014	4 732 746 014	4 760 772 268	4 760 772 268	930 018	930 018	4 761 702 276	4 761 702 276
Titre 2 - CAS	2 126 646 533	2 126 646 533	2 231 367 618	2 231 367 618	2 196 596 632	2 196 596 632	- 8 196	- 8 196	2 196 587 337	2 196 587 337
Total Titre 2	*6 811 899 682*	*6 811 899 682*	*6 964 133 632*	*6 964 133 632*	*6 949 967 790*	*6 949 967 790*	*921 823*	*921 823*	*6 950 589 613*	*6 950 589 613*
Hors titre 2	*1 213 278 122*	*1 189 425 162*	*1 316 835 702*	*1 247 010 755*	*1 254 012 453*	*1 246 536 844*	*2 206 245*	*6 206 245*	*1 257 218 698*	*1 252 745 079*
218 - Conduite et pilotage des politiques économique et financière	966 243 307	964 923 274	1 040 365 075	991 979 132	984 422 761	1 002 693 549	37 201 114	37 201 114	1 021 623 875	1 039 794 663
Titre 2 - HCAS	356 762 439	356 762 439	392 006 676,00	392 006 676,00	389 273 066	389 273 066	39 669 341	39 669 341	428 932 436	428 932 436
Titre 2 - CAS	144 719 491	144 719 491	148 618 819	148 618 819	152 054 905	152 054 905	7 069 453	7 069 453	159 164 359	159 164 359
Total Titre 2	*530 471 930*	*530 471 930*	*540 525 394*	*540 525 394*	*551 358 001*	*551 358 001*	*36 728 824*	*36 728 824*	*588 086 825*	*588 086 825*
Hors titre 2	*435 771 377*	*434 451 344*	*499 839 681*	*451 453 738*	*433 064 760*	*451 335 548*	*472 290*	*472 290*	*433 537 050*	*451 707 838*
302 - Facilitation et sécurisation des échanges	1 771 412 518	1 728 841 878	1 833 472 551	1 814 789 111	1 849 396 179	1 845 769 219	- 226 138	- 4 226 138	1 849 168 041	1 841 541 081
Titre 2 - HCAS	927 362 426	927 362 426	946 336 916	946 336 916	964 964 973	964 964 973	- 156 146	- 156 146	964 759 826	964 759 826
Titre 2 - CAS	416 268 882	416 268 882	440 709 713	440 709 713	443 161 431	443 161 431	- 39 993	- 39 993	443 121 438	443 121 438
Total Titre 2	*1 343 619 307*	*1 343 619 307*	*1 387 046 629*	*1 387 046 629*	*1 398 116 404*	*1 398 116 404*	- *225 138*	- *225 138*	*1 397 891 266*	*1 397 891 266*
Hors titre 2	*427 793 211*	*385 222 572*	*446 426 922*	*427 743 482*	*471 279 775*	*447 652 815*	- *3 000*	- *4 000 000*	*471 276 775*	*443 649 815*
Mission Régimes sociaux et de retraites	**6 271 662 868**	**6 271 662 868**	**6 268 610 093**	**6 268 610 093**	**4 862 404 078**	**4 862 404 078**	**2 900 000**	**2 900 000**	**4 865 304 078**	**4 865 304 078**

en euros	Exécution 2026		LFI 2026		PLF 2027 (hors transferts et mesures de périmètre)		Transferts et mesures de périmètre		PLF 2027 (y compris transferts et mesure de périmètre)	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
195 - Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 091 364 689	1 091 364 689	1 070 727 204	1 070 727 204	996 080 968	996 080 968	2 900 000	2 900 000	998 980 968	998 980 968
Hors titre 2	1 091 364 689	1 091 364 689	1 070 727 204	1 070 727 204	996 080 968	996 080 968	2 900 000	2 900 000	998 980 968	998 980 968
198 - Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4 180 328 179	4 180 328 179	4 185 662 889	4 185 662 889	3 856 323 110	3 856 323 110	-	-	3 856 323 110	3 856 323 110
Hors titre 2	4 180 328 179	4 180 328 179	4 185 662 889	4 185 662 889	3 856 323 110	3 856 323 110	-	-	3 856 323 110	3 856 323 110
Mission transformation et fonction publiques	**806 210 445**	**682 791 476**	**637 213 928**	**618 298 247**	**568 909 961**	**640 168 863**	**- 33 796 482**	**- 33 796 482**	**527 144 489**	**616 585 391**
Titre 2 - HCAS	44 126 881	44 126 881	45 449 118	45 449 118	45 450 842	45 450 842	- 23 746 792	- 23 746 792	21 744 060	21 744 060
Titre 2 - CAS	7 001 056	7 001 056	8 196 066	8 196 066	8 007 279	8 007 279	- 8 676 296	- 8 676 296	1 431 961	1 431 961
Total Titre 2	*51 127 936*	*51 127 936*	*54 647 183*	*54 647 183*	*53 457 121*	*53 457 121*	*- 30 321 090*	*- 30 321 090*	*23 176 021*	*23 176 021*
Hors titre 2	754 082 507	541 573 540	482 566 745	463 648 064	297 412 840	406 661 732	6 555 628	6 555 628	303 968 468	493 217 260
148 - Fonction publique	249 362 906	249 187 276	224 511 084	226 212 084	226 111 084	226 812 084	35 628	35 628	226 146 712	226 847 712
Titre 2 - HCAS	184 997	184 997	290 000	290 000	290 000	290 000	-	-	290 000	290 000
Titre 2 - CAS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Titre 2	*184 997*	*184 997*	*290 000*	*290 000*	*290 000*	*290 000*	-	-	*290 000*	*290 000*
Hors titre 2	249 207 907	249 032 279	224 221 084	225 922 084	224 821 084	226 522 084	35 628	35 628	224 856 712	226 557 712
348 - Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	465 907 715	239 272 544	217 292 748	200 671 667	57 141 756	237 026 648	-	-	57 141 756	237 026 648
Hors titre 2	465 907 715	239 272 544	217 292 748	200 671 667	57 141 756	237 026 648	-	-	57 141 756	237 026 648
349 - Fonds pour la transformation de l'action publique	38 966 885	53 268 717	42 552 313	38 552 313	15 450 000	23 113 000	29 406 031	29 406 031	44 856 031	52 519 031
Titre 2 - HCAS	-	-	1 600 000	1 600 000	-	-	21 464 060	21 464 060	21 464 060	21 464 060
Titre 2 - CAS	-	-	-	-	-	-	1 431 961	1 431 961	1 431 961	1 431 961
Total Titre 2	-	-	*1 500 000*	*1 500 000*	-	-	*22 896 021*	*22 896 021*	*22 896 021*	*22 896 021*
Hors titre 2	*38 966 885*	*53 268 717*	*41 052 313*	*37 052 313*	*15 450 000*	*23 113 000*	*6 520 000*	*6 520 000*	*21 970 000*	*29 633 000*
368 - Conduite et pilotage de la transformation publique	50 972 938	50 972 938	52 857 183	52 857 183	53 207 121	53 207 121	- 53 207 121	- 53 207 121	-	-
Titre 2 - HCAS	43 871 884	43 871 884	44 569 118	44 569 118	46 199 842	46 199 842	- 46 199 842	- 46 199 842	-	-
Titre 2 - CAS	7 001 056	7 001 056	8 196 066	8 196 066	8 007 279	8 007 279	- 8 007 279	- 8 007 279	-	-
Total Titre 2	*50 972 938*	*50 972 938*	*52 857 183*	*52 857 183*	*53 207 121*	*53 207 121*	- *53 207 121*	- *53 207 121*	-	-
Hors titre 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Hors remboursements et dégrèvements, charge de la dette, crédits non répartis.

SCHEMA D'EMPLOIS AVANT TRANSFERTS

		LFI 2026 suppressions / créations d'emplois en ETP	PLF 2027 suppressions / créations d'emplois en ETP
Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique		**-33**	**-77**
Mission	***ECONOMIE***	***-33***	***-77***
134	*Développement des entreprises et régulations*	*-12*	*-28*
	DGCCRF	*5*	*-11*
	DGE	*-10*	*-11*
	CGEIET	*-1*	*-2*
	AdIC	*-3*	*-2*
	ARCEP	*-3*	*-2*
220	*Statistiques et études économiques (INSEE)*	*-11*	*-40*
305	*Stratégies économiques*	*-10*	*-9*

Ministère de l'action et des comptes publics		**-557**	**0**
Mission	***TFP***	***-7***	***-10***
368	*Conduite et pilotage de la transformation publique*	*-7*	
349	*Fonds pour la transformation de l'action publique*		*-10*
Mission	***GFP***	***-550***	***10***
156	*Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local*	*-550*	*-176*
218	*Conduite et pilotage des politiques économique et financière*	*-26*	*-14*
302	*Facilitation et sécurisation des échanges (DGDDI)*	*26*	*200*

PLAFOND D'EMPLOIS PAR PROGRAMME

	LFI 2026	PLF 2027	Dont transferts
MEFSIEN	*10 835*	*10 744*	*2*
Programme 134	4 546	*4 537*	*1*
Programme 305	1 266	*1 257*	- *1*
Programme 220	5 022	*4 950*	*2*

MACP	*114 158*	*113 034*	*80*
Programme 368	540		- *529*
Programme 349		*239*	*245*
Programme 156	92 115	*91 026*	*19*
Programme 218	5 028	*5 252*	*349*
Programme 302	16 475	*16 517*	- *4*

RECAPITULATIF TRANSFERTS EN PLF 2027 MEFSIEN

	N° Transfert	P 134 Transferts		EMPLOIS
		Objet	Programme d'origine	Nbre ETPT
Programme 134		Rétro-transfert d'un technicien supérieur de l'économie et de l'industrie (TSEI)	156	0,5
		Participation au plan d'action stratégique du CCED	310	3
		Participation au plan d'action stratégique du CCED	212	1
		Participation au plan d'action stratégique du CCED	152	1
		Participation au plan d'action stratégique du CCED	176	2
		TOTAL Transferts Entrants		8
		Mission nationale de contrôle des précurseurs chimiques	302	-2
		Contribution du MINEFI au profit de l'OFAC pour la mise en place du filtre anti-arnaque	176	-3
		Réforme de la communication gouvernementale - MEFSIEN P134	129	-2
		TOTAL Transferts Sortants		-7
		Solde P134		1

	N° Transfert	P 220 Transferts entrants		EMPLOIS
		Objet	Programme d'origine	Nbre ETPT
Programme 220		Transfert de la gestion de la collecte de l'enquête annuelle de production (EAP) sur le périmètre de	215	2
		TOTAL Transferts Entrants		2
		Solde P220		2

	N° Transfert	P 305 Transferts		EMPLOIS
		Objet	Programme d'origine	Nbre ETPT
Programme 305		Réforme de la communication gouvernementale	129	-1
		TOTAL Transferts Sortants		-1
		Solde P305		- 1

RECAPITULATIF TRANSFERTS EN PLF 2027
MACP

	N° Transfert	P 156 Transferts		EMPLOIS
		Objet	Programme d'origine	Nbre ETPT
Programme 156		Transfert d'emplois à destination du CGF SCBCM des Ministères sociaux	155	4
		Transfert dans le cadre de la mise en place du CGF	164	5
		Transfert de la Mission France Recouvrement du SG vers la DGFIP	218	3
		Transferts de 14 ETPT – Création CGF Culture	224	14
		Extensions année pleine Centre de gestion financière (CGF) Dijon	310	2
		Centre de gestion financière (CGF) SUD -Toulouse	310	1
		Mise en place du Centre de gestion financier (CGF) Justice de Rennes (Grand Ouest)	310	6
		Extensions année pleine Centre de gestion financière (CGF) Sud Ouest (Bordeaux)	310	2
		Mise en place du centre de gestion financier (CGF) IDF Justice à Evry	310	11
		Transfert vers la DGFIP des missions fiscales de la douane	302	5
		TOTAL Transferts Entrants		52
		Cité Administrative de Saint-Sever	354	-3
		Cités Administratives	354	-28
		Cités administratives Dode (Grenoble) et Brunet (Valence)	214	-2
		Rétro-transfert d'un technicien supérieur de l'économie et de l'industrie (TSEI).	134	-1
		TOTAL Transferts Sortants		-34
		Solde P156		18,95

	N° Transfert	P 218 Transferts		EMPLOIS
		Objet	Programme d'origine	Nbre ETPT
Programme 218		Financement des effectifs nécessaires au déploiement du projet Alliance au ministère des armées	212	10
		Suppression du programme 368 - Crédits de la DGAFP et du CISIRH affectés au P218	368	342
		TOTAL Transferts Entrants		352
		Transfert de la Mission France Recouvrement du SG vers la DGFIP	156	-3
		TOTAL Transferts Sortants		-3
		Solde P218		349

	N° Transfert	P 302 Transferts		EMPLOIS
		Objet	Programme d'origine	Nbre ETPT
Programme 302		Mission nationale de contrôle des précurseurs chimiques	134	2
		TOTAL Transferts Entrants		2
		Réforme de la communication gouvernementale - P302	129	-1
		Transfert vers la DGFIP des missions fiscales de la douane	156	-5
		TOTAL Transferts Sortants		-6
		Solde P302		-4

	N° Transfert	P 349 Transferts		EMPLOIS
		Objet	Programme d'origine	Nbre ETPT
Programme 349		Suppression du programme 368 - Crédits de la DITP affectés au P349	368	187
		Réorganisation DITP et DINUM	129	58
		TOTAL Transferts Entrants		245
		Solde P349		245

	N° Transfert	P 368 Transferts		EMPLOIS
		Objet	Programme d'origine	Nbre ETPT
Programme 368 (Supprimé en PLF 2027)		Suppression du programme 368 - Crédits de la DGAFP et du CISIRH affectés au P218	218	-342
		Suppression du programme 368 - Crédits de la DITP affectés au P349	349	-187
		TOTAL Transferts Sortants		-529
		Solde P368		-529

MOBILISATION BUSINESS FRANCE



INTERSYNDICALE BUSINESS FRANCE

Paris, le 5 octobre 2026

70 postes supprimés à Business France : quels impacts pour l'emploi, les PME et les territoires ?

L'intersyndicale de Business France alerte sur les conséquences du projet de suppression de 70 emplois, soit près de 10 % des salariés de droit français de l'agence. Cette annonce intervient alors même que Business France affiche des résultats reconnus en matière d'export, d'attractivité et de soutien à l'emploi.

DES RÉSULTATS CONCRETS POUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Chaque année, l'action de Business France contribue directement à la création, au maintien ou à la projection d'environ 60 000 emplois en France. En 2025, les 11 120 PME et ETI accompagnées par l'agence ont généré 2,55 milliards d'euros de chiffre d'affaires additionnel à l'export. Parmi les entreprises accompagnées, beaucoup sont de petites structures qui ne disposent pas des moyens humains ou financiers nécessaires pour se développer seules à l'international.

L'agence joue également un rôle majeur dans l'attractivité du pays. En 2025, elle a accompagné près de 60 % des décisions d'investissement étranger recensées en France. Ces projets représentent des milliers d'emplois, souvent dans des territoires où chaque implantation industrielle compte. Près de deux tiers des emplois industriels associés à ces investissements sont localisés dans des communes de moins de 20 000 hab.

Business France est aussi l'opérateur du programme V.I.E., qui permet à plus de 11 000 jeunes Français d'acquérir une expérience professionnelle internationale dans 119 pays. Ce dispositif constitue un levier reconnu de développement des compétences, d'employabilité et de compétitivité pour les entreprises françaises.

Les difficultés financières actuelles que connaît l'agence résultent avant tout du non-respect, par l'État, des engagements inscrits dans le contrat d'objectifs et de moyens : la subvention prévue de 103 M€ n'a été versée qu'à hauteur de 86,7 M€ en 2026, provoquant mécaniquement des résultats déficitaires (-10 M€ en 2025, -3 M€ prévus en 2026) — et ce malgré un autofinancement de 61,5 %, en hausse de 21 % depuis 2023.

Cette restructuration intervient au moment où les pouvoirs publics affichent des objectifs ambitieux : porter les exportations françaises à 700 milliards d'euros, renforcer l'internationalisation des PME et ETI et accélérer la réindustrialisation du pays. Les salariés s'interrogent sur la cohérence d'une stratégie qui exige davantage de résultats tout en réduisant les moyens de l'opérateur chargé de les produire.

Pour l'intersyndicale, la question est simple : comment accompagner davantage d'entreprises, attirer plus d'investissements et créer plus d'emplois avec moins de ressources humaines ? Réduire les capacités d'action de Business France, c'est prendre le risque d'accompagner moins de PME à l'export, de prospecter moins d'investisseurs et, à terme, de fragiliser l'emploi dans de nombreux territoires.

L'intersyndicale demande l'ouverture de solutions alternatives permettant d'éviter un plan social dont le coût serait lui-même financé sur les fonds propres de l'agence.

Contact presse : intersyndicale@businessfrance.fr





GREVE ET MANIFESTATION DU 29 SEPTEMBRE











APPEL A LA GREVE DU 5 NOVEMBRE

LE 5 NOVEMBRE : TOUTES ET TOUS EN GREVE !

Assez de sacrifices ! Il est temps de faire entendre notre colère et d'obtenir des réponses concrètes ! Salaires, emplois, moyens : FO Finances appelle l'ensemble des agents du ministère de l'Économie et des Finances à se mobiliser !

Gel du point d'indice, perte continue de pouvoir d'achat, rémunérations qui décrochent, suppressions d'emplois et manque de moyens : les agents subissent de plein fouet des politiques budgétaires qui dégradent leurs conditions de travail et fragilisent les services publics.

Alors que les prix de l'alimentation, de l'énergie et du logement continuent de peser sur les budgets des ménages, le Gouvernement persiste dans ses choix d'austérité. Les personnels sont toujours davantage sollicités, sans que leurs efforts soient reconnus. Cette situation n'est plus acceptable !

A Bercy, les annonces de nouvelles suppressions d'emplois et les réductions de moyens menacent directement l'exercice de nos missions. Sans effectifs suffisants ni moyens adaptés, comment garantir un service public de qualité, accessible à tous, et assurer pleinement nos missions fiscales, économiques et financières ?

Pour FO Finances, les agents ne doivent plus subir des choix budgétaires injustes. Les services publics sont indispensables à la cohésion sociale et à l'égalité entre les citoyens.

Ils doivent être renforcés, et celles et ceux qui les font vivre doivent être respectés et justement rémunérés.

FO Finances revendique :

- **Des rémunérations à la hauteur de nos missions**, avec une revalorisation du point d'indice et des augmentations concrètes ;
- **Des emplois et des moyens suffisants** pour assurer nos missions dans de bonnes conditions et garantir un service public de proximité et de qualité ;
- **Une véritable justice fiscale et sociale**, pour faire contribuer chacun à hauteur de ses moyens et financer les urgences sociales et environnementales ;
- **La reconnaissance de l'engagement et des compétences des agents**, avec des conditions de travail dignes et des perspectives professionnelles.

Le 5 novembre, amplifions le rapport de force et portons haut nos revendications, au ministère comme dans l'ensemble de la Fonction publique.

Le 5 novembre, faisons entendre notre voix, affirmons notre détermination et exigeons des réponses à la hauteur des enjeux.

Nos salaires, nos emplois et nos droits ne peuvent plus attendre !

FO FINANCES

LE 5 NOVEMBRE GRÈVE !



- DES SALAIRES À LA HAUTEUR DE NOS MISSIONS
- DES EFFECTIFS POUR UN SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ
- DES MOYENS POUR NOS SERVICES
- PLUS DE JUSTICE ET DE RECONNAISSANCE

FO FINANCES

TOUS MOBILISÉS

FIERS DE NOS MISSIONS, EXIGEANTS SUR NOS DROITS

FO FINANCES

A vos agendas !







BASSIN D'ARCACHON

VVF LEGE-CAP-FERRET (33)

XXII[E] CONGRÈS FÉDÉRAL

23 au 25 MARS 2027



ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2026
AVEC LA FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES, DEFENDONS NOS SERVICES PUBLICS !

PARTOUT ! POUR TOUS ! AVEC VOUS !
FO FINANCES SUR LE TERRAIN, AU PLUS PRES DES AGENTS.

Un autocar aux couleurs de Force Ouvrière, des milliers de kilomètres parcourus et une même ambition : aller à la rencontre des agents publics pour écouter leurs attentes, porter leurs revendications et défendre l'avenir du service public.

À l'approche des élections professionnelles du 3 au 10 décembre 2026, la **Fédération générale des fonctionnaires FO** (FGF-FO) a lancé un grand périple national auquel **FO Finances** participe pleinement, en métropole comme dans les départements et régions d'outre-mer et les collectivités d'outre-mer (DROM-COM).

Un syndicalisme de proximité, au plus près des réalités de terrain.

Depuis le 7 septembre et jusqu'au 2 décembre 2026, l'autocar de **FO Fonction publique** sillonne le territoire pour aller à la rencontre des agents des trois versants de la Fonction publique : État, territoriale et hospitalière.

Au programme : visites de services, rencontres avec les personnels, réunions d'information syndicale, assemblées militantes et échanges avec les équipes locales. Cette initiative, avec 32 villes étapes dans neuf régions métropolitaines, traduit une conviction forte : le syndicalisme se construit d'abord sur le terrain, au contact des agents et de leurs préoccupations quotidiennes.

FO Finances prend toute sa part dans cette mobilisation. Nos militants participent aux déplacements et aux initiatives organisées en métropole, mais également dans les DROM-COM, afin de faire entendre la voix des personnels du ministère de l'Économie et des Finances, partout où ils exercent leurs missions.

Car les réalités peuvent différer selon les territoires, mais les attentes restent largement partagées : reconnaissance du travail accompli, amélioration du pouvoir d'achat, moyens suffisants pour exercer les missions et respect des droits des agents.

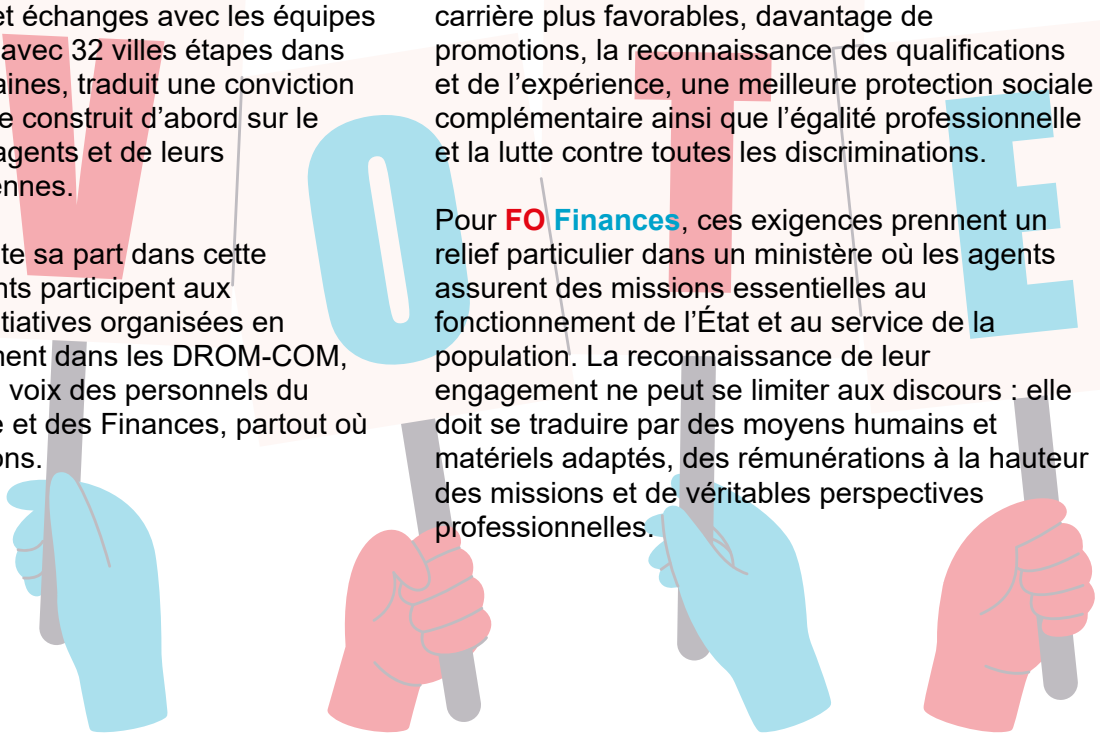
Des revendications concrètes pour les agents et les services publics

Dans un contexte marqué par les restrictions budgétaires, les suppressions d'emplois, la dégradation des conditions de travail et la perte de pouvoir d'achat, **FO** entend remettre les revendications des personnels au cœur du débat.

Cette campagne porte des exigences claires : augmentation de la valeur du point d'indice, revalorisation des grilles indiciaires et des rémunérations, arrêt des suppressions d'emplois et renforcement des effectifs, amélioration des conditions de travail, prévention des risques professionnels, défense des retraites et des garanties statutaires.

FO revendique également des déroulements de carrière plus favorables, davantage de promotions, la reconnaissance des qualifications et de l'expérience, une meilleure protection sociale complémentaire ainsi que l'égalité professionnelle et la lutte contre toutes les discriminations.

Pour **FO Finances**, ces exigences prennent un relief particulier dans un ministère où les agents assurent des missions essentielles au fonctionnement de l'État et au service de la population. La reconnaissance de leur engagement ne peut se limiter aux discours : elle doit se traduire par des moyens humains et matériels adaptés, des rémunérations à la hauteur des missions et de véritables perspectives professionnelles.



Elections professionnelles

Défendre les agents, c'est aussi défendre le service public. Les difficultés rencontrées par les agents ne sont pas une fatalité. Elles résultent de choix auxquels **FO** oppose ses revendications et sa détermination.

En métropole comme dans les DROM-COM : aucune voix ne doit être oubliée

La participation de **FO Finances** à ce périple national illustre notre volonté d'être présents auprès de tous les agents, sans distinction de territoire ou de service.

Des administrations centrales aux services déconcentrés, de la métropole aux territoires ultramarins, les personnels doivent pouvoir faire entendre leurs préoccupations et bénéficier d'une représentation syndicale indépendante, déterminée et proche de leurs réalités professionnelles.

Cette présence sur le terrain est essentielle pour recueillir la parole des agents, faire remonter leurs difficultés et rappeler que les revendications ne s'arrêtent pas aux frontières d'un département ou d'une région. Les spécificités et les contraintes propres aux DROM-COM doivent, elles aussi, être pleinement prises en compte.

C'est tout le sens de cette démarche collective : renforcer les liens entre les structures **FO**, les fédérations et les syndicats, et donner une visibilité concrète aux combats menés au quotidien par les militants.



Du 3 au 10 décembre, chaque voix comptera !

Ce périple est aussi une étape majeure de la campagne pour les élections professionnelles de décembre 2026. Ces élections détermineront la représentativité des organisations syndicales et leur capacité à défendre les droits des agents pendant les quatre prochaines années.

Voter **FO**, c'est choisir un syndicalisme libre et indépendant, qui ne renonce ni à ses revendications ni à sa liberté. C'est soutenir une organisation qui privilégie l'action, la proximité et la défense concrète des intérêts des agents.

Au-delà de l'échéance électorale, cette mobilisation porte un enjeu collectif : préserver un service public de qualité, fondé sur l'égalité entre les citoyens, et donner aux agents les moyens d'accomplir leurs missions.

FO Finances continuera donc à se mobiliser, en métropole comme dans les territoires ultramarins, pour faire vivre cette campagne et porter haut les revendications des agents du ministère.

PARTOUT ! POUR TOUS ! AVEC VOUS !

FIERS DE NOS MISSIONS, EXIGEANTS SUR NOS DROITS !

Du 3 au 10 décembre 2026, votons et faisons voter FO !






PARTOUT !
POUR TOUS !
AVEC VOUS !
JE VOTE FO


Bayonne


JE VOTE FO
ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES
DU 3 AU 10 DÉCEMBRE 2026
Mont de Marsan


ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2026
FONCTION PUBLIQUE
SAVE THE DATE
DÉFENDONS LA FONCTION PUBLIQUE !
8/09/26 : AUXERRE
9/09/26 : TROYES
10/09/26 : NANCY
11/09/26 : METZ
14/09/26 : STRASBOURG
16/09/26 : DIJON
17/09/26 : LYON
18/09/26 : CLERMONT-FERRAND
21/09/26 : GRENOBLE
25/09/26 : TOULON
28/09/26 : MARSEILLE
29/09/26 : NÎMES
30/09/26 : MONTPELLIER
1ER/10/26 : TOULOUSE
19/10/26 : BAYONNE
20/10/26 : MONT DE MARSAN
21/10/26 : BORDEAUX
22/10/26 : PERIGUEUX
26/10/26 : LA ROCHELLE
27/10/26 : NIORT
28/10/26 : TOURS
29/10/26 : ANGERS
30/10/26 : NANTES
3/11/26 : BREST
4/11/26 : RENNES
5/11/26 : LE MANS
24/11/26 : CAEN
25/11/26 : EVREUX
26/11/26 : ROUEN
27/11/26 : AMIENS
30/11/26 : ARRAS
1ER/12/26 : LILLE
2/12/26 : PARIS
VOTEZ FO
ET FAITES VOTER
FONCTION PUBLIQUE


LE RÉVEIL DE LA FORCE
FIERS D'APPARTENIR À LA FONCTION PUBLIQUE
ACTION SOCIALE MINISTÉRIELLE
JE VOTE FO


Lyon


Dijon


UD-FO LA RÉUNION


La Réunion
LA RÉUNION
FO
PAS DE REPUBLIQUE SANS FONCTION PUBLIQUE !
SERVICES PUBLICS : GRATUITÉ, NEUTRALITÉ
ET ÉGALITÉ DES DROITS POUR TOUS


Polynésie Française


Mayotte

FO FINANCES

VOTRE VOIX COMPTE



PRÉPAREZ VOTRE VOTE DÈS MAINTENANT

Récupérez votre carte d'électeur sur

ENSAP.GOUV.FR

Et dès le 3 novembre,
activez votre compte électeur sur
ELECTIONSPROFESSIONNELLES.FINANCES.GOUV.FR

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES
3 / 10 DÉCEMBRE
JE VOTE

FIERS DE NOS MISSIONS EXIGEANTS SUR NOS DROITS

ACTION SOCIALE
LA RENGAINE DE LA REVUE DES PRESTATIONS

L'action sociale vise à améliorer les conditions de vie des agents, actifs et retraités, et leurs familles. Notre ministère dispose d'une action sociale historiquement importante. Son rôle reste primordial en ces périodes d'austérité et de pouvoir d'achat en berne.

Le Secrétariat Général (SG) a engagé une discussion dès 2025 dans le cadre de la revue des prestations. Son but était de répondre aux nouvelles attentes en plaçant le bénéficiaire au cœur du dispositif, de rendre l'Action Sociale Ministérielle plus lisible et visible au travers d'une communication améliorée.

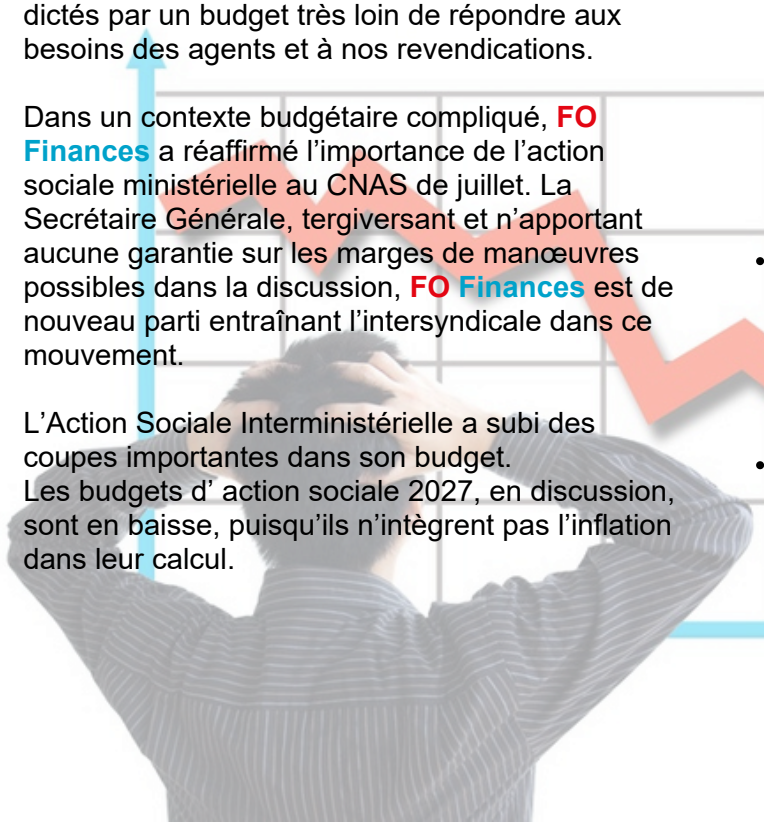
Plusieurs réunions ont été initiées pour aborder les thématiques de la restauration, du logement, de la parentalité, des vacances. **FO Finances** y était favorable puisque ces prestations avaient très peu évoluées depuis plusieurs années.

Fin 2025, c'est la douche froide puisqu'à la lecture des premières propositions du SG, le constat se résume à un catalogue de régressions , qui tiennent en deux mots : suppression et réduction !

FO Finances a claqué la porte et exprimé clairement son refus de cautionner des choix dictés par un budget très loin de répondre aux besoins des agents et à nos revendications.

Dans un contexte budgétaire compliqué, **FO Finances** a réaffirmé l'importance de l'action sociale ministérielle au CNAS de juillet. La Secrétaire Générale, tergiversant et n'apportant aucune garantie sur les marges de manœuvres possibles dans la discussion, **FO Finances** est de nouveau parti entraînant l'intersyndicale dans ce mouvement.

L'Action Sociale Interministérielle a subi des coupes importantes dans son budget.
Les budgets d' action sociale 2027, en discussion, sont en baisse, puisqu'ils n'intègrent pas l'inflation dans leur calcul.



Affirmer qu'on va offrir à tous les agents de Bercy une action sociale de qualité sans lui donner de moyens budgétaires, à la hauteur des enjeux, est un mensonge.

L'administration souhaite débattre de la revue des prestations en 2027. **FO Finances** participera à ces échanges si la SG affiche de réelles ambitions et ne se cantonne pas à une répartition de la pénurie.
Notre prochain congrès sera l'occasion d'actualiser notre résolution Action sociale.

Nos revendications

- **Restauration** : une restauration collective de proximité à tarif social (bénéficier d'un repas équilibré), la fin de l'expérimentation du paiement au plat sur le site de Bercy, une augmentation des titres-restaurant à 10 € (valeur faciale de 6 € inchangée depuis 2015)

- **Logement** : un nouveau plan ministériel de réservations de logements sur l'ensemble du territoire (y compris en province et dans les DOM/COM), le développement des dispositions de logement intermédiaires, temporaires et d'urgence et une réponse aux besoins actuels (offre de foyers meublés en province, colocation, habitat partagé), l'élargissement de la garantie Visale à l'ensemble des agents publics (caution gratuite pour les locataires prise en charge par Action Logement)

- **Parentalité** : la création de nouveaux dispositifs et d'aides financières pour faire évoluer une offre largement insuffisante et pouvoir l'adapter au contexte local en lien avec les délégations départementales.

- **Vacances** : le maintien d'une offre diversifiée, avec un barème social, un dispositif d'inscription prenant en compte les revenus, les critères sociaux (monoparentalité, handicap …) et en matière de colonies, l'abandon du système actuel de réservation « 1er arrivé, 1er servi ».

Le Journal Finances Informations n'est plus envoyé en version papier

Pour ne pas rompre le fil de l'actualité fédérale, merci de nous communiquer par message sur fo.finances@orange.fr, l'adresse mail sur laquelle vous souhaitez recevoir le Journal.

Tous les journaux Finances Informations sont également en ligne sur notre site internet : financesfo.fr

Et n'oubliez pas

Vous bénéficiez de 66 % de déduction fiscale ou de crédit d'impôt sur le montant global de votre cotisation syndicale.

FO FINANCES

PRENDRE UN BERCY D'AVANCE



FO FINANCES

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

3 / 10 DÉCEMBRE

JE VOTE

L'OFFRE EXCLUSIVE POUR LES ADHÉRENTS FO

ADHÉRENTS FO

COMPRISDANSVOTRECARTE !

PROFITEZ

RÉSERVÉES POURVOUS

Grâce à **My Store Fo**, bénéficiez de tarif préférentiels et d'avantages auprès de nos partenaires.

- commandes groupées
- Voyages
- Billetterie
- Accords

Et bien d'autres...



INSCRIVEZ - VOUS DÈS MAINTENANT SUR

MyStoreFO.fr